

## **PATRIMOINE INDUSTRIEL ET MEMOIRE DU TRAVAIL** **\*Jean-François BELHOSTE, France**

Depuis une vingtaine d'années, le patrimoine de l'industrie fait l'objet d'un intérêt croissant. Partout en Europe, historiens, architectes, associations, institutions patrimoniales, l'identifient, l'auscultent et réussissent parfois à le conserver et le mettre en valeur. Les règles de la protection classique – en France, celles des Monuments historiques – s'y appliquent désormais. Environ 800 sites industriels se trouvent ainsi protégés au titre de la Loi de 1913 (dont quelque 180 classés). Ce ne sont, du reste, pas seulement les bâtiments, mais aussi les machines, les outils et les produits qui intéressent les historiens et les défenseurs du patrimoine. Bref, on assiste à la reconnaissance de la place centrale occupée par l'industrie dans notre histoire ; il devient légitime de lui consacrer des lieux de mémoire. L'industrie est célébrée comme productrice de richesses, partie prenante dans l'innovation technique et scientifique. Son rôle dans le développement urbain est davantage apprécié. Aussi le patrimoine industriel se trouve-t-il pris en compte dans les politiques de rénovation urbaine qui, au lieu de le faire disparaître pour tout reconstruire à neuf, constatent sa valeur identitaire et envisagent maintenant de le réutiliser. En périphérie des villes, là où il occupe les plus grands espaces aujourd'hui disponibles, il devient fréquent de s'en servir pour revitaliser les territoires. Le phénomène touche même Paris. Quartier Masséna, les anciens Grands Moulins et la halle Sudac vont bientôt accueillir respectivement l'université Paris VII et une école d'architecture. C'est reconnaître que Paris, capitale politique et culturelle de la France, est aussi sa capitale industrielle.

Ce bilan plutôt positif ne doit cependant pas masquer que la conservation du patrimoine industriel suscite encore de nombreuses réticences. Il est souvent considéré comme inesthétique. L'ampleur des emprises usinières, la taille du bâti, la nature de ses matériaux – acier, béton – pour lesquels les pratiques de restauration sont à peine expérimentées, font peur. On appréhende des coûts de restauration considérables et mal maîtrisés. La réutilisation envisagée de ces espaces n'ayant pas forcément de rapport avec leurs anciennes fonctions, on craint également que les dispositions intérieures et les systèmes constructifs des bâtiments subsistants soient trop contraignants pour d'éventuelles réhabilitations. Cependant les véritables raisons de cette attitude mitigée se trouvent peut-être ailleurs. Si l'industrie renvoie à l'idée de création de richesses et d'innovation – ce qui du reste peut contredire l'idée même de conservation – elle évoque aussi le labeur.

Conserver des bâtiments et des objets industriels, c'est aussi, d'une certaine façon, garder vivante la mémoire du travail, dont on sait qu'il est une activité nécessaire, occupant une grande partie de l'existence, mais qu'on balance à considérer soit comme asservissante et pénible, soit comme volontaire et bénéfique. Le travail, en effet, est porteur de valeurs ambivalentes.

Ces préjugés ont des origines profondes. Les historiens du Moyen Âge, en particulier Jacques Le Goff, ont fait ressortir l'oscillation existant dans les plus anciens textes d'origine ecclésiastique, entre mépris et valorisation du travail. Au Haut Moyen Âge, il n'en était d'ailleurs pratiquement pas question, la vie contemplative, inactive donc, étant seule glorifiée. S'il se trouva progressivement nommé et commenté à l'époque carolingienne, c'est toujours en soulignant le caractère pénible du labeur, mais en y ajoutant des valeurs positives, l'effort bénéfique accompli lors des défrichements, puis l'habileté déployée par les artisans, à commencer par les forgerons et les orfèvres. Le terme de *laboratores* (travailleurs) perdant sa connotation trop exclusivement douloureuse (qu'il conserve dans le mot labeur) servit à caractériser une société tripartite où les *laboratores* côtoyaient désormais, de plein droit, les *oratores* et les *bellatores* (les prêtres et les guerriers). C'est à ce moment qu'apparut aussi l'expression *artes mechanicae* pour désigner des activités artisanales et techniques placées d'emblée sur un pied d'égalité avec les *artes liberales* (arts libéraux, c'est-à-dire intellectuels). Si le travail se trouvait ainsi promu dans les mentalités, c'est parce qu'il pénétrait alors toutes sortes d'activités nouvelles, généralement urbaines, que l'on peut légitimement déjà qualifier d'industrielles. C'est du reste au Moyen Âge que le mot *industria* commença à être employé pour signifier une activité productive caractérisée par l'habileté et le génie inventif.

La même ambiguïté, ou plutôt une impression de décalage et de refus d'affronter la réalité objective, se retrouve dans les images. Un premier constat s'impose, celui d'une rareté générale des représentations du travail, et, au-delà, d'une certaine inadéquation au réel. Lorsque le travail était montré au XIXe siècle, c'était souvent sous la figure d'un forgeron manuel alors même que la mécanisation tendait à lui substituer la presse et le marteau-pilon. Une exposition récente, *Des plaines à l'usine – Images du travail dans la peinture française de 1870 à 1914* (2001), a fait remarquer qu'un des rares moments où les tableaux d'usines firent l'objet d'une véritable vogue et eurent un accès officiel aux Salons fut la décennie 1880. On y célébra la beauté du travail et l'effort ouvrier, pas seulement, comme souvent auparavant, en restant cantonné dans le monde de l'artisanat et des petits métiers, mais en pénétrant la grande industrie, celle-là même qui souvent faisait peur.

Mais la République triomphait, et on allait commémorer 1789, tandis qu'il s'agissait après 1870 de montrer la capacité française à faire face à la grande industrie allemande désormais triomphante. Cette façon de voir s'est vite estompée et lorsque dans les années 1900, les tableaux d'usines réapparurent, ce fut surtout pour montrer la mine et ses mineurs, avec un réalisme où, sans misérabilisme excessif, régnait cependant la mélancolie. Zola avait marqué les esprits, encore qu'il ait été l'un des rares écrivains à avoir franchi la porte des usines et décrit l'homme au travail. Le cinéma ne s'est d'ailleurs pas montré sur ce thème davantage expressif.

Que faut-il, donc, penser du travail ? S'il est créateur de richesses, constitutif de la valeur des biens – c'est la thèse de Marx –, il met en jeu, qu'on le veuille ou non, des rapports sociaux, marqués par la domination et l'exploitation. Le pire est atteint avec la mise en œuvre du travail forcé ou servile. Il fut, rappelons le, pratiqué à très grande échelle lors de l'expansion coloniale européenne, du XVII<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et pour ce qui concerne plus particulièrement la France, par la réduction en esclavage de centaines de milliers d'Africains, aux Antilles et dans l'Océan Indien, pour y cultiver et transformer la canne à sucre. Des considérations dramatiques sont aussi attachées à l'essor de l'industrie au début du XIX<sup>e</sup> siècle. On y a dénoncé dès l'origine les conditions du travail existant dans les grandes filatures et les mines de charbon, où l'on n'hésitait pas, en invoquant les avantages de leur petite taille, à employer de très jeunes enfants. Plus généralement, la parcellisation des tâches, accentuée par la mécanisation, mais en fait déjà présente dans les manufactures des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, eut tendance à rendre le travail abrutissant et répétitif. La même appréciation critique se retrouve à propos du chronométrage des tâches et du travail à la chaîne pour le XX<sup>e</sup> siècle.

Cette vision négative de l'évolution technique, opposée à celle d'une multiplication des richesses grâce à un travail plus efficace, transparaît dans la façon dont ont été perçues la mécanisation, puis l'automatisation. La machine était pensée comme libératrice, économisant les travaux pénibles qu'elle pouvait faire mieux et plus vite. Mais elle était vécue comme destructrice d'emplois, ceci dès l'arrivée par exemple des premières filatures mécanisées, qui privèrent de nombreux ouvriers, surtout des fileuses à la campagne, d'un indispensable revenu d'appoint. Or la question ne reste-t-elle pas d'actualité ? L'accroissement des temps de loisir, l'abaissement de l'âge de la retraite augmentent la durée du non-travail, ou plus exactement des occupations exercées sans lien contractuel avec un employeur. Mais le prix à payer est souvent, pour des motifs de rentabilité (visant, d'ailleurs, pour une bonne partie à financer le temps de loisir), une augmentation parallèle du chômage, vécu comme exclusion. L'ambiguïté est telle qu'elle conduit aujourd'hui à revaloriser le travail, sans le considérer comme un moment obligé de l'existence, mais comme l'opportunité de mettre en œuvre, dans un cadre social, des capacités d'habileté et d'intelligence.

Le patrimoine industriel avec ses bâtiments et ses objets offre un cadre matériel propice à la mémorisation de ce qui se rapporte au travail. Mais dans quelle mesure ceci, fait de mots, de gestes, de bruits, d'odeurs, peut-il rester tangible une fois l'usine désertée et les machines abandonnées ? Réduites à un simple décor, ne sont-elles pas inintelligibles ? Comment donc seront perçus les bâtiments et les machines que l'on s'efforce aujourd'hui de conserver ? Il est difficile de répondre. Car le premier réflexe est d'effacer les contenus, ne serait-ce que pour offrir, du moins le pense-t-on, davantage de chances de réemplois et de possibilités d'insertion dans des territoires en mutation. L'impératif étant de valoriser l'enveloppe pour ses qualités esthétiques, on privilégie une certaine flexibilité, une capacité d'oubli, pour lesquelles les bâtiments industriels conçus afin de pouvoir être périodiquement transformés, possèdent d'évidentes aptitudes. Poussé à l'extrême, le raisonnement aboutit même à effacer volontairement toute référence explicite aux anciennes fonctions.

La manière, certes discutée et difficilement envisageable aujourd'hui, dont l'ancienne filature Motte-Bossut a été restaurée, constitue un remarquable mauvais exemple. Rien ou presque ne subsiste de ses aménagements intérieurs qui puissent évoquer le travail qui s'y effectuait. Paradoxalement, le bâtiment sert précisément à abriter les archives du Monde du Travail, si bien que la documentation qui s'y trouve est seule en mesure aujourd'hui de rendre intelligible l'histoire des lieux, où l'ajout d'un pont-levis a même grossièrement accentué l'impression qu'il pourrait s'agir d'un château et non d'une usine. On peut aussi s'étonner de la façon dont est envisagé l'avenir du patrimoine Renault à Boulogne-Billancourt. Lorsqu'on parle d'y conserver quelque chose, c'est l'intérêt paysager de l'île Seguin, en grande partie artificielle, qui est mis en avant. Si l'on évoque parfois l'ancienne "forteresse ouvrière", il est très rarement question, en revanche, de mémoriser les multiples opérations nécessaires à la fabrication des voitures. Pourtant ce site fut l'un des berceaux de l'industrie automobile mondiale.

Interrogeons-nous enfin sur la tendance actuelle à considérer comme inéluctable la dématérialisation du travail. Va-t-on vers l'effacement du travail manuel, et plus généralement du travail concret, au profit d'un utopique tout virtuel qui serait peu contraignant ? Assistet-on à la disparition progressive des ateliers et des usines ? S'il ne faut pas nier le rétrécissement et le dépeuplement des espaces de travail, en particulier ceux de la grande industrie traditionnelle, cette disparition, les faits le prouvent, est un leurre. Or ceci a quelque chose à voir avec la façon dont s'envisage le lien entre le patrimoine industriel et la mémoire du travail. D'abord parce c'est la contraction des espaces industriels qui tend effectivement à libérer des bâtiments et des territoires. Mais aussi parce qu'il n'est pas indifférent de savoir si l'évolution actuelle constitue une rupture ou si elle s'inscrit dans une certaine continuité. Dans un cas, elle autorise une attitude distanciée, dans l'autre elle implique davantage d'engagement.

Au fond, la difficulté éprouvée à traiter le patrimoine industriel comme mémorial du travail, tient-elle sans doute au refus d'admettre qu'il occupe encore la place centrale qui fut toujours la sienne dans les sociétés occidentales. C'est ce statut souvent contesté qui crée la gêne et l'équivoque.

Certes le patrimoine industriel ne témoigne pas seulement de l'histoire du travail. Il raconte au travers d'objets pérennes l'histoire des sciences et des techniques, celle des entrepreneurs, celle encore des manières de construire, souvent de façon innovante et exemplaire. Dans les mises en valeur, ce sont ces aspects qui sont privilégiés, et ceux qu'on s'efforce de garder intelligibles. Mais le risque en faisant ces choix, est justement de gommer toutes références au travail, à son organisation, à sa culture et aux modes de vie qu'il implique. Il n'est évidemment pas facile d'exprimer dans un bâtiment vide ou autour d'une machine isolée la façon dont les hommes les ont occupés et fait fonctionner. Tout dépend de la sélection des témoignages, de leur signification et de leur mise en scène. La démarche est encore trop rarement entreprise : le travail n'aurait-il pas d'histoire qui vaille la peine d'être racontée à ceux qui ne travaillent pas encore ou qui ne travaillent plus ?

### **\*Jean-François BELHOSTE**

Ingénieur de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures (1971).

Docteur de 3ème cycle, Histoire des Civilisations (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1983)

Chargé depuis 1981 du patrimoine industriel et technique à la sous-direction de l'Inventaire Général à Paris. Participe depuis lors à la mise en place dans les DRAC du réseau de chercheurs spécialisés dans le domaine et à la coordination de leur travaux. Intervient comme expert dans la sélection de bâtiments et objets susceptibles d'être protégés au titre des Monuments Historiques. Auteur ou coauteur de nombreux ouvrages réalisés sur ce thème dans le cadre de l'Inventaire Général (Patrimoine industriel; cinquantes sites en France; Viaducs d'Auvergne; Métallurgie du Maine, ...). Spécialiste notamment des industries métallurgique et verrière, étudie la place des matériaux fer et verre dans la construction. Enseigne à l'Ecole du Louvre et l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Participe enfin au programme européen "Working Heritage" traitant du rôle attendu du patrimoine industriel dans l'aménagement urbain qui, aidé par la Commission Européenne, associe notamment English Heritage et la Direction de l'Architecture et du Patrimoine.

---

### **ABSTRACT**

La question est posée. Que reste-t-il comme mémoire lorsqu'un bâtiment industriel ne sert plus, qu'il a perdu son identité et qu'il n'y a plus ni ouvriers, ni savoir-faire, ni machines, ni outils, ni produits fabriqués? La tendance actuelle de dématérialisation du travail a désertifié des centaines d'usines et pourtant un intérêt croissant pour ce patrimoine existe, même s'il rappelle une histoire de labeur pénible et de rapports sociaux difficiles. Comment savoir évoquer, sans en déformer le sens ou gommer certains aspects, l'histoire des sciences et des techniques, le rôle des entrepreneurs et la signification des constructions afin que ne se perde pas pour les générations présentes et futures le progrès accompli.

## **PATRIMOINE INDUSTRIEL ET MEMOIRE DU TRAVAIL** **Jean-François BELHOSTE, France**



Usines Renault. 1923. Fonds Renault. Reproduction interdite.



Usines Renault. 1920. Fonds Renault. Reproduction interdite.



Usines Renault. Ile Seguin 1998 – Halle laissée en friche.  
Ph. Paul Smith.